



Fédération Nationale de l'Action Sociale – 01.40.52.85.79  
Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée – 01.44.01.06.10

## **Communiqué**

**Le 8 AVRIL, nous irons à MATIGNON POUR DIRE :  
183 € nets pour TOUS  
PAS TOUCHE à NOS CONVENTIONS COLLECTIVES**

À Paris, le 02 Avril 2021

Le 8 avril nous manifesterons bien à Paris. Nous avons ce droit et nous l'exercerons dans le respect des obligations sanitaires.

Une délégation intersyndicale CFE-CGC, CGT et FO sera reçue par le cabinet du 1<sup>er</sup> ministre à 10h30.

Nous rappellerons à cette occasion nos revendications : la transposition des 183 € nets, négociée dans le cadre de nos différentes conventions collectives qui restent pour nous le lieu de négociation des augmentations de salaires et de l'amélioration des classifications.

Nous rendrons compte des réponses que nous aurons obtenues le matin, à l'ouverture de la manifestation. Celle-ci se rendra de la place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon à Matignon à partir de 13H.

Nous le ferons d'autant plus que le dernier tour de « négociation » du texte présenté par le gouvernement (mission Laforcade) est très clair. En effet celui-ci prévoit :

- **LA DIVISION ENTRE LES PERSONNELS** : Il reste un grand nombre d'exclus dans le champ des secteurs social, médico-social et de l'aide à domicile.
- **LA CASSE DES CONVENTIONS COLLECTIVES** : Il impose l'ouverture d'une négociation dans l'interbranche (AXESS) sur les seules classifications des personnels éducatifs et des accompagnants qui seront listés.
- **AUCUNE GARANTIE DE PÉRÉNISATION POUR LES 183 €** : les départements devront accepter de financer ces augmentations. D'ores et déjà dans les secteurs du sanitaire et les EHPAD, des financements promis ne sont toujours pas arrivés ni garantis.

La mission Laforcade a été claire sous couvert des virtuels 183 € « on profite de ce moment-là pour régler après 25 ans de discussion le rapprochement des branches, sinon après ce ne sera plus la peine d'en parler ».

Le gouvernement peut vouloir nous imposer le rapprochement des branches et trouver des signataires pour tenter de faire aboutir son projet politique. Il peut tenter de le faire tout en ayant exclus de la « négociation » des organisations syndicales, pourtant représentatives dans certaines branches. Il peut nous menacer d'une décision unilatérale, qui n'engagera que lui s'il n'a pas de signataire

**POUR FORCE OUVRIÈRE, NOUS N'EN SERONS PAS !**

Nous restons attachés au paritarisme qui implique la liberté de négocier nos justes augmentations de salaires et nos classifications dans nos différentes conventions collectives. Nous ne lâcherons pas nos conventions collectives pour un virtuel plat de lentilles.

Le 8 avril nous avons pris date, dans l'unité, POUR les 183 euros pour tous et contre ce projet politique qui vise à en finir avec nos conventions collectives et nos droits collectifs conventionnels.

**TOUS à PARIS, TOUS à MATIGNON**

**183 € nets pour tous**

**Maintien et amélioration de toutes les conventions collectives du secteur !**